



Éditorial



Pas de démocratie sans alternance ! En Afrique comme ailleurs !

L'année 2016 a été une grande année électorale pour l'Afrique : seize élections présidentielles. Dans quatre pays, le processus a été libre, transparent et équitable. Ce qui peut mener parfois à une alternance au pouvoir. Ce fut le cas au Bénin, au Cap Vert, au Ghana et à Sao Tomé et Príncipe. Dans douze cas, on a assisté à un coup d'Etat militaro-constitutionnel. Une innovation : le président modifie la Constitution pour pouvoir se représenter aux élections même lorsque cette Constitution l'exclut explicitement... Cette manipulation est imposée à la population et à l'opposition suite à de fortes intimidations, l'armée n'est jamais loin.

Le Sommet Afrique-France de Bamako de janvier 2017 a parlé de sécurité. Cela intéresse les pays menacés, cela intéresse la France engagée dans des interventions militaires sur plusieurs fronts. La coopération militaire entre la France et certains pays africains est centrale. Certes. Ne pourrait-on aussi envisager une coopération renforcée pour organiser des élections libres ? La France pourrait-elle envoyer en Afrique, en plus de ses soldats, des bataillons de juristes, de constitutionnalistes, d'observateurs d'élections ? Pour renforcer les processus électoraux et la démocratie.

Pas de démocratie sans alternance. L'année 2017 permettra de le vérifier dans deux pays soumis à élection : le Cameroun et la RD du Congo.

Antoine Sondag

antoine.sondag@lebret-irfed.org

2015-2016 : retour sur deux ans d'effervescence électorale en Afrique

par Laurent Duarte, plate-forme *Tournons la page*

La campagne internationale *Tournons la Page* organise et relaie des actions pacifiques pour promouvoir l'alternance démocratique en Afrique. Elle réunit des associations, des chercheurs, des artistes et des citoyens d'Afrique et d'Europe en un réseau actif dans neuf pays, sept en Afrique, la Belgique et la France... www.tournonslapage.com

En 2015 et 2016, l'Afrique a connu en tout plus de 20 élections présidentielles. Ce pic électoral a-t-il permis de faire avancer la démocratie sur le continent ? De prime abord, la réponse est négative car la plupart des régimes autoritaires se sont maintenus. Mais, les mouvements citoyens, dont ceux engagés dans la campagne *Tournons la page*, ont fait avancer la cause de la démocratie par leur forte mobilisation et un travail décisif de sensibilisation des populations. Afrique de l'Ouest : le vent de démocratie soufflera-t-il jusqu'au Togo ?

L'année 2017 aura débuté par une alternance démocratique ; après 22 ans de dictature les citoyens gambiens virent enfin leur vote respecté. Le chemin vers l'alternance de la **Gambie** aura tenu tout le continent en haleine. Porté au pouvoir par un coup d'Etat en 1994, Yahya Jammeh, élu pour la première fois en 1996 puis réélu tous les cinq ans depuis, brigua un cinquième mandat à la tête de la Gambie. Malgré l'arrestation du leader de l'opposition, la coupure d'Internet, des communications internationales et des SMS et une presse indépendante muselée, le 1er décembre 2016 le résultat est sans appel : le dictateur a été battu par le candidat unique de l'opposition, Adama Barrow. Mais après avoir reconnu sa défaite, le président sortant revient en arrière sous la pression de son camp et refuse de quitter le pouvoir. S'en suivent plusieurs semaines de négociations diplomatiques, de me-

naces d'intervention militaire de la Cédéao (organisation régionale ouest-africaine) conduite par le Sénégal et de manifestations de soutien à la population gambienne par le biais des réseaux sociaux. Le 24 janvier 2017, contraint par la pression internationale, le dictateur gambien se décide à quitter le pays vers la Guinée-Équatoriale, laissant la possibilité au président élu de prêter serment devant son peuple. Depuis, des gages de démocratie ont été donnés : libération des prisonniers d'opinion, retour à la Cour Pénale Internationale, arrestations de responsables de violations de droits humains, retour de la presse indépendante...

Comme en témoigne le cas de la Gambie, en Afrique de l'Ouest, la démocratie s'ancre solidement dans la plupart des pays. En 2016, le **Ghana** et le **Bénin** ont connu des élections pacifiées et transparentes conduisant à une alternance politique. Dans ces deux pays, le pluralisme et les contre-pouvoirs (syndicats, organisations de la société civile, institutions judiciaires...) ont été renforcés par les récentes élections. Les États insulaires que sont le **Cap-Vert**, **São Tomé et Príncipe** et **Maurice** sont aussi des démocraties fonctionnelles. Le Cap-Vert, sous régime parlementaire, a connu une alternance démocratique sereine en mars 2016, avec la victoire du principal parti d'opposition le MPD (libéral) lors des législatives. En 2015, Maurice et le Cap-Vert occupaient d'ailleurs les deux premières

places du classement sur la bonne gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim, ce qui renforce l'idée qu'Etat de droit et développement vont de pair.

En Afrique de l'Ouest, un petit pays résiste encore et toujours à la démocratisation en cours : le **Togo**. Dans ce pays, 88% de la population n'a connu qu'une seule famille au pouvoir, les Gnassingbé. Les élections présidentielles de 2015 n'auront pas ébranlé l'édifice autoritaire installé depuis 50 ans. Le président Faure Gnassingbé a été réélu avec plus de 58% des voix lors d'un scrutin au premier tour unique, dans un lourd silence de la communauté internationale et particulièrement de la France. Fort de cette réélection, le président Gnassingbé poursuit l'étouffement de toute forme de liberté dans le pays, en témoigne la récente censure de deux télévisions privées ou l'arrestation le 7 février dernier du journaliste Robert Avotor. Malgré la fermeté du pouvoir en place, la question se pose de la durabilité d'un régime de plus en plus isolé par rapport aux pays voisins.

2015-2016 : années des coups d'États constitutionnels et électoraux

La structuration politique du Togo raisonne finalement davantage avec celle qui prédomine en Afrique centrale ou dans la corne de l'Afrique. Le double accaparement du pouvoir politique et économique, maquillé par des élections régulières mais non transparentes, caractérise des Etats comme l'Ouganda, le Gabon, le Congo-Brazzaville, le Tchad, la RDC, le Rwanda, le Burundi, le Cameroun ou encore l'Erythrée, le Soudan, Djibouti et l'Éthiopie. Six de ces pays ont connu des élections présidentielles en 2015 ou 2016 dont quatre où est active la campagne *Tournons la page*. Le déroulement de ces scrutins nous rappelle que les élections peuvent aussi servir à l'affirmation autoritaire d'un régime et que, bien entendu, la démocratie ne se résume pas au vote. C'est d'ailleurs le message que font passer nombre de mouvements citoyens de

ces pays où malgré l'absence d'alternance démocratique se construit progressivement un fort contre-pouvoir citoyen.

Au **Burundi**, les élections présidentielles ont eu lieu en juillet 2015 alors que la constitution empêchait le président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. La validation de la candidature du président sortant a été émaillée de menaces contre les membres de la Cour constitutionnelle et même, nous l'avons appris depuis, des rétributions en nature pour les juges fidèles (scandale Heineken). Les manifestations tantôt interdites tantôt réprimées et la tentative de coup d'Etat de mai 2015 ont instauré un climat délétère dans le pays et une véritable paranoïa au sein du clan présidentiel. La période avril-juillet 2015 a engendré une explosion de la violence armée et la fuite de nombreux Burundais vers les pays voisins. L'usage partisan des institutions d'Etat, les exactions d'une jeunesse embrigadée dans des milices (les Imbonerakure) et la volonté d'une partie de l'opposition partisane de prendre sa revanche après les défaites de 2010 et 2016 construisent un environnement des plus inquiétants. La communauté internationale a réagi après-coup en mettant en place : une commission d'enquête de l'ONU sur les crimes commis ; l'ouverture d'une enquête auprès de la CPI en avril 2016 et le gel de la coopération européenne avec le Burundi. En amont de la tentative de modification de la constitution par Pierre Nkurunziza, la campagne *Tournons la page* coordonnée par le collectif Halte au Troisième mandat, a tenté de faire entendre sa voix pour l'alternance démocratique et la paix.

Au **Tchad**, Idriss Deby Itno, arrivé au pouvoir en décembre 1990 – soit il y a plus de 26 ans – par un coup d'Etat militaire a été réélu pour la quatrième fois de suite le 10 avril 2016, dès le premier tour avec 61,56% des suffrages. Le régime Deby, malgré la façade du multipartisme et des élections, interdit de manière récurrente les manifestations pacifiques, restreint grandement la liberté d'expression dans

l'ensemble du pays et verrouille complètement le processus de décision politique. Des fraudes ont été dénoncées par l'opposition et la société civile tout au long du processus électoral (trafic de cartes d'électeurs, problèmes d'authentification lors de la distribution des cartes biométriques, manque de bulletins de vote le jour des élections dans des bureaux situés dans des zones réputées favorables à l'opposition, etc.) Face à ce système verrouillé, fortement soutenu par la France et la communauté internationale au nom de la lutte contre le terrorisme, trois plateformes d'organisations de la société civile sont créées avant l'élection présidentielle : Iyina (« On est fatigués » en arabe local), « Trop, c'est trop » et « Ça suffit ». Elles multiplient leurs actions sur le terrain : journées « ville morte », grèves générales, « tintamarre de casseroles » et « coups de sifflets ». Fin mars 2016, leurs leaders, Mahamat Nour Ibedou, Nadjo Kaina, Younouss Mahadjir pour le mouvement « Ça suffit » et Céline Narmadji pour le mouvement « Trop, c'est trop » sont arrêtés et détenus arbitrairement pendant plusieurs jours. C'est à partir de ces coalitions, dans un contexte de crise sociale et économique, que la campagne *Tournons la page Tchad* a vu le jour fin 2016.

Au **Congo-Brazzaville**, le président Sassou Nguesso totalise 32 ans de pouvoir et a été réélu en avril 2016 après une campagne présidentielle marquée par un coup d'Etat constitutionnel (suppression des limites d'âge et de mandats) et la répression de tout mouvement de contestation politique. Une cour constitutionnelle inféodée et le bénéfice d'un soutien international plus ou moins tacite ont conforté le président sortant d'organiser un référendum pour valider la modification de la constitution. Massivement boycotté par la population, au prix d'une soixantaine de morts, le résultat est sans appel : 92% des électeurs approuvent un changement de la constitution... Fort d'une prétendue onction populaire, Sassou Nguesso peut se représenter aux présidentielles organisées à huis clos (suspension d'internet, des commu-

nications téléphoniques, des SMS, coupure des signaux radio dont ceux de RFI, quadrillage militaire et policier du pays etc). Mais, les résultats officiels ne trompent personne. La société civile – les associations unies derrière la campagne Tournons la page ou les mouvement citoyens Sassoufit et Ras-le-Bol – a mis en place une observation citoyenne des élections et estime à 8% les suffrages réellement récoltés par Denis Sassou Nguesso. Face aux risques de révolte citoyenne, le pouvoir en place décide alors d'enfermer les opposants et de lancer une opération militaire dans la région historiquement contestataire du Pool. Les mouvements citoyens demeurent néanmoins actifs et se mobilisent aujourd'hui pour faire libérer les prisonniers d'opinion en sensibilisant l'opinion publique internationale.

Au **Gabon**, malgré l'unité de l'opposition derrière Jean Ping et un fort travail de sensibilisation des jeunes de la part de Tournons la page, Ali Bongo dont la famille règne depuis 50 ans s'est maintenu au pouvoir. Mais à quel prix ? Son coup de force électoral a été si visible qu'il a braqué les projecteurs médiatiques sur ce pays et renforcer la détermination d'une grande partie de la population exaspérée de voir son avenir confisqué. Le 31 août 2016, quelques jours après le vote, le Ministère de l'intérieur annonce un résultat national de 49,85% pour Ali Bongo, contre 48,16% pour Jean Ping. Un procès-verbal (PV) pour le Haut-Ogooué, fief du clan Bongo, transmis en dernier donne une participation de 99% et un vote de 95% en faveur du président sortant. Ce PV démontre aussi le gonflement du fichier électoral opéré avant l'élection. Le coup d'État électoral est évident. Lors de cette même journée du 31 août, la répression militaire et policière se met en marche avec l'attaque du QG de campagne de l'opposant Jean-Ping par la Garde républicaine. Les communications téléphoniques et internet sont coupées. L'Union Européenne qui avait dépêché une mission d'observation électorale est on ne peut plus clair dans son rapport final et dans une résolution de sanc-



Tournons la page, y compris en RD Congo !

Thierry Nzungu, Chercheur en Economie et Développement, Kinshasa, ancien collaborateur de la Commission Episcopale pour les ressources naturelles du Congo. Voir www.cern-cenco.cd

Le pouvoir dans nos sociétés traditionnelles africaines se passait entre membres d'une même famille et selon la tradition de chaque peuple. Le pouvoir était légué par héritage. Néanmoins, les conseillers des chefs traditionnels (ou les sages) étaient eux, soit nommés par le chef lui-même, soit élus. L'avènement de la démocratie à l'occidental dans nos sociétés africaines a suscité des bouleversements à tous les niveaux, surtout dans le mode d'accès au pouvoir qui doit obligatoirement passer par les élections. D'où la notion de l'alternance au pouvoir, qui est un principe démocratique voulant que les élections soient organisées périodiquement afin de permettre au peuple de se choisir de nouveaux dirigeants pour la gestion de la chose publique. Ce renouvellement des représentants du peuple est le cœur de la démocratie, il confirme que la souveraineté appartient au peuple qui décide de qui peut et doit conduire les affaires de l'Etat. Quid alors de la RDC ?

Le peuple congolais voit sa souveraineté lui être volée par sa classe politique (pouvoir et opposition). Un cas de figure : tout récemment, l'Eglise Catholique a réussi à faire signer un accord dit de la Saint Sylvestre, qui a été jugé inclusif, ayant bénéficié de l'appui de tous. Mais hélas ! Force est de comprendre que le manque de volonté politique, l'égoïsme des hommes politiques, la cupidité des gestionnaires du pays, la malice des multinationales qui appauvrissent légalement la population congolaise et enrichissent les gouvernements occidentaux et certains complices congolais, la passivité de la grande masse de la population congolaise, tous ces maux font qu'aucun article de cet accord n'est respecté jusqu'à ce jour. L'opposition a oublié sa noble mission de réclamer les élections et se bat pour le partage des postes gouvernementaux à quelques mois des élections comme prévu dans l'accord.

La population congolaise qui vit dans l'impasse réclame les élections à tous les niveaux pour « changer radicalement » sa classe politique. Jusqu'à ce jour, aucun calendrier électoral n'est connu, quand bien même les opérations d'inscription des électeurs sont en cours. La crise multiforme que connaît le pays peut amener le pouvoir à décréter un état de siège, et là on oubliera les élections pendant une demi-décennie. « Tournons la page » doit être le mot d'ordre en cette période cruciale de la RD Congo.

tion votée en février 2017 : la manipulation du scrutin était indubitable. La mobilisation de la diaspora gabonaise dans le monde entier permet de maintenir la pression sur un pouvoir illégitime et fragilisé par une crise économique due à la chute du cours du pétrole et à la mauvaise gestion des recettes de l'État. Aujourd'hui la société civile, *Tournons la page* en première ligne multiplie les initiatives pour acculer encore un peu plus le pouvoir : boycott de la Coupe d'Afrique des Nations, manifestations et grèves des enseignants et des étudiants, plaidoyer auprès des instances internationales (Union Européenne, ONU, OIF...), développement de média alternatifs...

La RD Congo et le Cameroun face à la possibilité d'alternance démocratique

Malgré l'absence d'élections, l'année 2016 aura également été riche en événements politiques en République Démocratique du Congo et au Cameroun. Dans ces deux pays, les présidents au pouvoir répriment des mouvements contestataires et préparent leur avenir politique. Le président congolais Joseph Kabila s'est maintenu au pouvoir en violant la Constitution grâce à un glissement du calendrier électoral et à une répression forte contre les mouvements citoyens et les opposants politiques. Malgré un accord négocié et signé sous égide de la conférence épiscopale le 31 décembre 2016

ayant permis de pacifier la situation, le président sortant demeurera au pouvoir au moins jusqu'à la tenue des prochaines élections présidentielles, au mieux fin 2017. Selon la Constitution, il aurait dû quitter le pouvoir le 19 décembre 2016. Contrairement au Gabon, les eurodéputés et la Commission européenne ont déjà mis en place des sanctions (gel des avoirs, interdiction de voyager...) à l'encontre de certains cadres du régime Kabila et notamment les responsables des violences du 19 septembre 2016 ayant causé la mort de plusieurs dizaines de manifestants pacifiques. Reste que, malgré ces sanctions, la crainte d'une modification de la Constitution pour faire sauter le verrou du nombre de mandats présidentiels demeure et que la mise en place de l'accord et des élections en 2017 est compromise. La situation sécuritaire inquiète tous les acteurs internationaux avec la résurgence de mouvements armés dans le Kasaï (centre) et dans le Kivu (Est). La mort de l'opposant historique Etienne Tshisekedi en février 2017 complexifie encore davantage la situation. Les mouvements citoyens comme Filimbi, Lucha ou la Nouvelle Dynamique de la Société Civile, se sont engagés à continuer la sensibilisation de la population au respect de la constitution et à la nécessité d'une alternance démocratique pour développer ce pays pauvre de ses richesses.

Au **Cameroun**, les élections présidentielles mais aussi législatives et locales auront lieu en 2018. Force est de constater que la situation actuelle ne laisse pas présager d'une ouverture du champ politique. Le mouvement *Tournons la page* a été réprimé dès sa première réunion publique en septembre 2015. Depuis le harcèlement judiciaire de l'association coordinatrice, *Dynamique citoyenne*, perdure. Parallèlement, la zone anglophone du pays est secouée par une

contestation très forte à l'encontre du pouvoir central, essentiellement francophone. Face à des manifestations pacifiques initiées par des magistrats et avocats réclamant une traduction des lois et codes en anglais, le pouvoir a choisi la répression. Depuis le 17 janvier 2016, à la demande du gouvernement, les fournisseurs d'accès à Internet ont suspendu leurs services et plus de 100 activistes ont été arrêtés. Des actions de soutien aux organisations camerounaises se mettent néanmoins en place depuis quelques semaines.

L'alternance démocratique pour quoi faire ?

A première vue, la période 2015-2016 n'aura pas fait avancer substantiellement la démocratie en Afrique. Mais à y regarder de plus près, elle aura permis de renforcer les capacités d'action de la société civile, notamment de nouveaux mouvements sociaux animés par des jeunes diplômés, et de mettre en réseau ces différents groupes. Ensemble, à travers le réseau *Tournons la page* ou d'autres, les organisations de la société civile indépendante construisent les conditions de véritables démocraties. Evidemment, l'alternance ne résout pas tout car une transition au pouvoir n'implique pas nécessairement un changement du régime politique. Néanmoins, elle ouvre le champ des possibles et permet de construire les conditions d'un changement durable, au niveau national et local. C'est à chaque peuple qu'il revient de le définir suivant son histoire, sa culture et son imagination créatrice. C'est pourquoi les coalitions *Tournons la page* en Afrique et le collectif dans son ensemble portent des mesures qui pourraient ancrer une véritable alternance porteuse de démocratie : la transparence sur le budget de l'État, les contrats avec les multinationales et les recettes issues

de l'exploitation des ressources naturelles ; un respect des normes républicaines dans les nominations aux postes de commandement militaire et policier ; liberté d'opinion, de presse et de manifestation sans préalable autre que l'information de l'autorité administrative ; une nomination des magistrats indépendamment du pouvoir politique... C'est également dans cette optique que *Tournons la page* a publié en janvier 2017 un rapport intitulé « En Afrique, comme ailleurs, pas de démocratie sans justice fiscale ». Ce travail rappelle que la question politique et fiscale en Afrique engage l'ensemble de la planète de par l'interconnexion mondiale et la présence forte de multinationales occidentales opérant sur place, parfois en complaisance avec les régimes autoritaires. En tant que collectif citoyen, nous y rappelons que l'invocation de la stabilité politique et l'artifice de la lutte contre la menace terroriste ne doivent pas faire illusion. Partout, l'expérience a montré que le respect des règles démocratiques constitue le meilleur antidote contre l'instabilité politique, les conflits armés et le terrorisme mais aussi le meilleur moyen d'assurer la prospérité économique du plus grand nombre. C'est la solidité des institutions qui garantit la stabilité et le développement. Enfin, l'analyse des régimes autoritaires ou hybrides permet de réfléchir à la crise du modèle démocratique au-delà du continent africain. La prise de conscience collective face aux abus de pouvoirs de certains milieux politiques et économiques, la volonté de transparence, de renouveau des modalités de participations citoyennes ou d'indépendance de la presse fait aussi écho à des aspirations françaises ou européennes.

Laurent Duarte, coordinateur de la plate-forme *Tournons la page*

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebrete-Irfeid 45, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebrete-irfeid.org L'association DCI - Lebrete-Irfeid anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Dominique Lesaffre - **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag - **Comité de rédaction** : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Bernadette Huger, Asphodèle Berthelot, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing, Xavier Harent,

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en euros, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebrete-Irfeid Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004 -1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE) ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé.

